

Le Petit Journal



Abonnements Lyon et Rhône

TROIS MOIS... 3 FR.
SIX MOIS... 9 FR.
UN AN... 18 FR.

LYONNAIS

UN NUMÉRO: CINQ CENTIMES

Abonnements Départements

TROIS MOIS... 6 FR.
SIX MOIS... 12 FR.
UN AN... 24 FR.

Mercredi 5 Octobre 1870

Bureaux: rue Confort, 14, à Lyon

LA GUERRE

Tours, 3 octobre.

L'amiral Fourichon reste membre du gouvernement de la défense nationale et ministre de la marine, mais il abandonne l'intérim du ministère de la guerre.

Le général Lefort, délégué du ministère de la guerre, administrera ce département.

La démission de l'amiral Fourichon était prévue depuis quelques jours; elle n'a aucun caractère politique.

L'amiral Fourichon a donné, depuis quinze jours, de nombreuses preuves de son activité; il a organisé les armées qui doivent se porter au secours de Paris; il a fait exécuter les lois militaires précédemment votées et qui restaient lettres mortes.

Pour cette mise en œuvre des forces nationales, il a été puissamment secondé par le général Lefort, délégué du ministère de la guerre à Tours.

Aujourd'hui la marine réclame toute l'attention du ministre titulaire, et l'amiral Fourichon remet l'organisation de l'armée de terre à un homme entre tous compétent et connu par ses grandes qualités d'organisateur.

Ce n'est donc qu'un changement de personne: l'esprit reste le même; le dévouement à la patrie, la haine de l'ennemi sont aussi grands. Tout autant que l'amiral Fourichon, le général Lefort veut donner à la France le moyen de sortir honorablement de la crise qu'elle traverse.

LE SIÈGE DE PARIS

L'affaire du 30, sur laquelle nous avons donné hier, d'après une dépêche de Tours, des détails extraits du rapport officiel du général Trochu, cette affaire paraît avoir été très chaude.

Il s'agissait, on se le rappelle, de débarrasser les Prussiens des positions qu'ils occupent à L'Hay, Chevilly, Thiais et Choisy-le-Roi, sur le versant sud des hauteurs de Clamart-Moudon.

Une dépêche prussienne donne les renseignements suivants:

Berlin, 3 octobre, 8 h. 40, soir.

« Nous recevons la dépêche suivante, datée du quartier général du prince royal, Versailles, 2 octobre: »

« Les pertes des Français, dans le combat du 30 septembre, sont de 4,200 hommes tués ou blessés (parmi lesquels le général Guilhem) et de 300 prisonniers. »

« Nos pertes sont de 80 blessés, parmi lesquels 8 officiers et de 420 blessés. »

« Hier et aujourd'hui rien de nouveau: on ne signale que quelques coups de canon tirés des forts. »

« Étant connus, les procédés prussiens, il est permis de renverser la proposition. »

Dans tous les cas, l'attaque et la résistance ont dû être aussi énergiques l'une que l'autre. »

Tours, 4 octobre.

On mande de Fontainebleau, 3 octobre, que l'ennemi n'a pas paru dans cette ville.

Un engagement assez sérieux eût eu lieu dans la forêt de Fontainebleau, près de Chailly.

Bellegarde, 3 octobre. — 420 uhlans ont pillé Boynes et Nibelle-St-Sauveur (Loire).

Il y a eu un engagement assez sérieux à Chambon (Loir-et-Cher.)

D'après une dépêche de Neufchâteau, l'un des cercueils qui ont traversé Toul contenait le cadavre de M. de Moltke, le célèbre stratège prussien.

Tours, 4 octobre.

On mande de Berlin le 3:

La Gazette officielle publie une lettre de M. Jules Favre, le 17 septembre, à M. de Bismark, demandant, au nom du corps diplomatique, que Paris soit averti à l'avance du bombardement, et qu'il soit permis, tous les huit jours, à un courrier de cabinet de franchir les lignes ennemies.

M. de Bismark a refusé d'avertir du bombardement pour des raisons militaires.

Il permet le passage des lettres ouvertes, en faisant remarquer que l'intérieur des fortifications n'est pas convenable pour des relations diplomatiques.

La Gazette d'Allemagne du Nord nous apprend que les États-Unis envoient de grandes quantités de pains en France.

Le 17 septembre, un vaisseau français, portant 25 canons rayés, des cartouches, des milliers de fusils, est parti de New-York pour Brest.

Londres, 8 octobre.

Le Times publie les nouvelles suivantes:

Le bruit court à Saint-Petersbourg que la Russie proposera certainement la révision du traité de 1856.

Une partie de l'armée du général de Werder marche sur Paris; l'autre se dirige sur Lyon. Cette armée, forte de 80,000 hommes, qui a fait le siège de Strasbourg, est libre depuis la capitulation de cette place.

L'armée prussienne qui assiège Metz, souffre du typhus et de la dysenterie.

Si le Times est bien informé, s'il est vrai que la Russie demande la révision du traité de Paris, cette nouvelle est grave; elle nous donne malheureusement trop raison, quand nous mettons nos lecteurs en garde contre l'espoir d'une médiation.

Non-seulement la Russie n'intervient pas en faveur de la France, mais encore elle profite de ses malheurs pour essayer de se soustraire aux conséquences de la guerre de Crimée.

Cette guerre, on se le rappelle, fut entreprise de concert avec l'Angleterre, pour arrêter les empiétements de la Russie en Orient, et pour garantir la liberté de la navigation.

L'Angleterre commença-t-elle à comprendre où la conduisit sa politique égoïste.

L'UNIFICATION DE L'ALLEMAGNE

La Prusse, ou pour mieux dire M. de Bismark, poursuit un double but dans la guerre actuelle:

Affaiblir la France, la démembrer, si c'est possible, la réduire à l'impuissance de continuer son rôle de gardienne de l'équilibre européen.

Unifier indistinctement tous les États allemands et créer l'empire germanique.

Ces deux buts, il les poursuit à la fois. Pendant que les hordes indisciplinées fouillent le sol français, M. de Bismark agit en Allemagne.

Nous en avons aujourd'hui deux preuves évidentes.

A Cannstadt, une assemblée des notables a signé une adresse au roi de Wurtemberg, le suppliant d'adhérer à la constitution de la Confédération du Nord.

Soyez certain que M. de Bismark a suscité cette adresse pour contrebalancer le mauvais effet produit de l'autre côté du Rhin par la révolte de deux régiments wurtembergeois sous les murs de Paris.

On mande de Copenhague, qu'à l'ouverture du Reichstag, le roi de Danemark s'est félicité de sa neutralité, et a fait espérer aux députés que son puissant voisin lui en saurait gré.

Cette défection du Danemark nous est très sensible. Mais nous sommes obligés d'avouer que l'intervention de la France, en 1862, a été purement platonique.

Il est vrai qu'alors nous étions sous l'empire.

Aujourd'hui la République effraie tous les pouvoirs dynastiques; il faut nous attendre à combattre seuls.

C'est un motif de plus de ne perdre ni une minute ni un élément de force et de résistance.

LES PRUSSIENS EN MARCHÉ

VERS LYON

Berne, 3 octobre.

Vu la marche probable d'une armée allemande sur Belfort, le conseil fédéral ordonne l'occupation immédiate des frontières du Jura par l'élite de la 9^e brigade (colonel Tranchan), bataillons n^{os} 46 et 70 de Vaud, et 33 Fribourg et une compagnie de dragons n^o 43 de Vaud.

La Suisse garantit ainsi sa neutralité, dont les Prussiens pourraient bien vouloir faire bon marché.

SAUVONS PARIS

Sont-ce des soldats ou des bandits qui nous font la guerre?

Par les lâchetés, les crimes et les atrocités qu'on leur voit commettre, on ne peut plus leur donner le premier titre.

Ce ne sont plus des guerriers, des combattants: ce sont des barbares indignes qui déshonorent à jamais, pour eux, le nom de soldats. Jamais vandales, jamais sauvages n'ont été plus odieux, plus inhumains que ces cohortes maudites.

« Ils tuent femmes et enfants, ils brûlent villes et villages, ils pillent riches et pauvres, ils saccagent et détruisent par cruauté, par férocité. »

Vous savez ce qu'ils ont fait aux villages de Mezières, à Bazuille et à Mantes-la-Ville?

Dans ces trois petites localités, où personne ne leur opposait une résistance sérieuse, ils ont tout mis à feu et à sang; ils ont brûlé des habitants dans leur maison, après leur avoir volé tout ce qu'ils possédaient.

Ils ont tué des vieillards et des enfants; ils ont fait pis, que les plus épouvantables brigands.

L'histoire et la postérité jugeront ces crimes odieux qui devraient soulever, en ce moment, contre ce peuple lâche et métrier, toutes les puissances de la terre.

Nous, Français, nous devons aujourd'hui venger toutes les atrocités, nous devons châtier sans pitié, sans clémence, sans miséricorde, ces assassins, ces incendiaires, ces voleurs.

Ce n'est plus seulement l'élan de la guerre qui doit nous animer, c'est la rage de la vengeance, c'est le désir du châtiement, c'est la haine, c'est le colère qui doivent nous faire aller sur eux pour les massacrer, pour les punir comme ils doivent l'être.

Faisons-leur une guerre d'extermination, employons contre eux tous les systèmes, tous les moyens que nous pourrions connaître pour les anéantir.

Ce ne sont plus des guerriers, ce ne sont plus des soldats faisant noblement leur devoir que nous combattons, ce sont d'odieux scélérats, d'épouvantables brigands.

Châtions-les bien vite; vengeons sans retard leur cruauté; prouvons-leur que nous sommes bien Français, c'est-à-dire braves, courageux et patriotes; que, pour la défense de notre pays, nous sommes prêts à tous les sacrifices: car nous l'aimons avec tendresse et orgueil, cette noble France.

Vengeons-la donc de toutes ses souffrances, de toutes ses misères, et rendons à notre chère patrie sa gloire et sa prospérité.

Le temps presse.

Voilà les Prussiens en marche sur Lyon.

Dans quinze jours ils seront ici, devançons-les.

Portons-nous en avant pour les arrêter dans leur marche.

Pendant ce temps, l'armée de la Loire ira au secours de Paris.

Une action bien combinée peut changer le cours des événements; mais il faut agir, il faut activer la réunion des armées de marche; il faut oublier, mettre de côté toute présomption d'intérêt, de famille, de position, d'avenir.

La Patrie est en danger! voilà la grande vérité que nous ne devons pas perdre de vue un seul instant.

Tous les pouvoirs sont concentrés aujourd'hui dans une seule main; que cette main nous donne une vigoureuse impulsion, et, par un élan superbe, nous irons au-devant de l'ennemi au lieu de l'attendre en tremblant.

C'est le salut de Lyon et peut-être celui de la France.

Si l'armée de Lyon repousse les Prussiens, ou tout au moins si elle les occupe, les autres régions de la France auront la possibilité et le temps de secourir Paris et de le délivrer.

N'entendez-vous pas toutes les voix qui se font entendre de la grande capitale et qui vous crient:

« Arrivez à nous! secondez nos efforts! »

Nous avons commis la faute énorme, je dirai presque le crime, de ne pas secourir Toul et Strasbourg; nous avons laissé tomber aux mains des Prussiens ces deux villes héroïques.

Nous adjurons ceux qui ont le pouvoir de réparer cette faute en lançant les légions de la France au secours de Paris.

Paris délivré, la France sera sauvée.

L. MAUGASTON.

DE PARIS A TOURS EN BALLOON

VOYAGE DE M. TISSANDIER

Hier vendredi, 30 septembre, le ballon le César, cubant 800 mètres cubes, se gonflait à Paris, à l'usine de Vaugirard d'où s'entendaient quelques canonnades assez lointaines.

A neuf heures 30, il bondissait sous l'effort de la brise; il était prêt à partir. Le directeur des postes me remet 100 kilogrammes de lettres particulières, c'est-à-dire 25,000 mille épîtres qui vont faire en France vingt-cinq mille heureux, si elles ne tombent pas avec moi dans les lignes prussiennes.

J'attache au cercle ma cage de pigeons voyageurs; j'écoute les dernières recommandations

que me fait un membre du gouvernement provisoire qui m'a fait l'honneur de me confier une mission à Tours, et je m'élève avec une vitesse modérée qui me conduit à 1,000 mètres d'altitude.

Quelques secondes après je plane au-dessus des fortifications de Paris, je cherche des Prussiens, et à mon grand étonnement je n'en vois pas de ce côté : les environs de notre capitale sont déserts, abandonnés; pas un passant sur les routes, pas un canot sur la Seine; on dirait d'une cité antique abandonnée depuis des siècles par ses habitants. Mais au loin j'aperçois des fumées, j'entends la voix terrible du canon qui monte jusqu'à mes oreilles, en m'apprenant qu'une action s'engage autour de Paris.

Bientôt c'est Versailles qui se déroule à mes pieds, Versailles, ce joyau de la France, souillé par les ennemis; j'aperçois dans le parc des patrouilles qui passent, des sentinelles qui me regardent et quelques uhlands qui somnolent sur le tapis vert. Ce spectacle m'attriste, et je dirige mes yeux vers l'est de Versailles, où j'aperçois un petit campement prussien. Je jette des proclamations imprimées en allemand au milieu des soldats, et ces messieurs me répondent par une fusillade qui ne peut m'atteindre dans les régions où je plane.

Le soleil est ardent et mon ballon reste suspendu en l'air. En glissant doucement sur ces flots invisibles, j'ai sous les yeux le plus admirable spectacle que l'on puisse voir : A l'horizon, c'est un vaste cercle de brume qui encadre la riche campagne qui s'étend au loin. Le vent me conduit vers l'ouest, et je passe sur la partie supérieure de la forêt de Rambouillet.

J'aperçois là encore quelques Prussiens, mais au-delà de Houdan je cesse d'en voir. Mon passage à 500 mètres au-dessus des bois a singulièrement refroidi le gaz qui gonfle les toiles du Céleste, et à compter de ce moment je suis forcé de jeter par-dessus bord de grandes quantités de lest.

Bientôt j'aperçois Dreux à l'horizon; je m'approche de terre à 50 mètres, et voyant des paysans qui accourent, je leur crie de toutes mes forces : « Avez-vous des Prussiens chez vous? — Non, non, » me fut-il répondu. Là-dessus, tranquille et confiant, je me dispose à donner un coup de soupape, mais un vent descendant me saisit subitement, et me précipite à terre avec une violence extrême, avant que je n'aie eu le temps de jeter mon ancre.

Je reçois un choc terrible, la nacelle se renverse et je suis presque précipité en dehors de mon panier. Je jette mon dernier sac de lest par-dessus bord, mais le ballon crevé ne veut plus s'enlever; heureusement que j'ai le temps de saisir mon couteau pendant un trainage assez violent, et de jeter enfin à terre mon ancre, que saisisent avec empressement les braves habitants de Dreux.

Le vent est assez vif, et mon ballon se fend littéralement d'un bout à l'autre au moment où il est arrêté.

Je sors mes sacs de dépêches de la nacelle et je les porte moi-même, dans une voiture, au bureau de poste de Dreux. Que de travail j'apporte aux infortunés employés! Je leur donne à trier plus de vingt-cinq mille lettres pour tous les coins de la France et pour l'étranger. Le sous-préfet, M. Alfred Sirven, m'accueille avec la plus grande affabilité, et à l'extrême obligeance de me faire préparer une locomotive spéciale qui me conduira à Tours.

Je suis questionné tout le long de ma route sur Paris, et partout je trouve l'enthousiasme qui répond aux nouvelles de l'excellente disposition de notre capitale assiégée.

Paris est fortifié actuellement d'une façon formidable, il est défendu par 400,000 gardes nationaux, 100,000 mobiles et des troupes de ligne. Les Prussiens reçoivent obus et boulets partout où ils veulent établir une batterie; on les dit découragés et hésitants.

Paris est confiant et résolu; il a aujourd'hui conscience de sa force.

Quand on se promène dans les rues et sur les boulevards, on n'y trouve nul changement, si ce n'est que le képi du garde national a partout remplacé le chapeau.

Grand nombre de boutiques restent ouvertes, et les proménades sont couvertes de soldats faisant l'exercice. Sur les boulevards extérieurs, sur le champ-de-Mars, des baraquements sont construits pour les braves mobiles qui, la plupart, habitent encore chez les bourgeois de Paris. Le soir, les cafés ferment à dix heures et demie, et à onze heures, la grande ville semble sommeiller, mais elle a toujours en réalité un œil ouvert. Des guetteurs surveillent l'incendie, et 40,000 gardes nationaux montent la garde sous les remparts, tandis que les forts lancent au loin des rayons de lumière électrique qui empêchent toute attaque et toute surprise.

Certains vivres sont rares à Paris : plus de beurre, plus de fruits, bientôt la viande sera rare. Mais le blé ne manquera pas, et tant que les Parisiens auront du pain, les Prussiens seront tenus à distance. Comme nos ennemis semblent ne plus nous attaquer, on va marcher

vers eux, et la garde nationale va faire des sorties répétées. Quand la province sera prête, quand elle enverra ses hommes armés harceler les lignes prussiennes, nos ennemis se trouveront brisés entre deux cercles de fer; mais que tous les habitants des provinces se disent bien qu'ils ne sauveront la France qu'en sauvant Paris et qu'ils accourent en masse au secours de notre capitale menacée!

Les nouvelles que nous apprenons aujourd'hui pourront être fréquemment renouvelées, car le service des ballons-poste va s'organiser sur une grande échelle. On a lieu de se féliciter de voir le grand service que rendent les ballons, dans la patrie de l'illustre Montgolfier!
GASTON TISSANDIER.

UNE TACTIQUE DES PRUSSIENS

Une remarque bonne à porter à la connaissance de nos officiers et de nos généraux, a été faite par beaucoup de militaires de notre armée, et nous a été communiquée par plusieurs d'entre eux, dit le *Journal du Loiret* :

Il paraît que l'infanterie allemande n'attend pas volontiers le choc de la nôtre et surtout celui de notre cavalerie. Lorsqu'elle voit une masse se précipiter franchement sur elle, elle lâche volontiers pied; mais alors voilà ce qui se passe invisiblement : au lieu de se sauver dans toutes les directions, ainsi que le font les autres troupes et principalement les nôtres, observant, même dans la déroute, les lois de la discipline, les Allemands ne perdent pas de l'œil leurs officiers et prennent toujours la direction qu'ils leur voient suivre.

Les officiers, eux, ont soin de diriger la fuite sur un des flancs de nos corps en opération, en sorte que les fuyards, une fois ralliés par les officiers, se trouvent en position avantageuse pour attaquer de flanc ou à revers les troupes qui ont eu un premier succès.

On doit donc se méfier de ces retraites, de ces fuites, qui peuvent, en un moment donné, devenir dangereuses, et nos généraux feront bien d'observer les directions prises par l'ennemi, pour opposer toujours des forces à la formation des bataillons allemands sur les flancs des colonnes d'attaque.

BULLETIN DE LA GUERRE

LA DÉFENSE DE PARIS

Le général Trochu, gouverneur de Paris, a publié la note suivante :

Paris, 25 septembre.

Quelques journaux, en parlant des premières opérations militaires qui ont eu lieu autour de Paris, ont émis des appréciations tout à fait inexactes sur l'état des ouvrages nouveaux entrepris en vue de renforcer la défense extérieure et sur les causes qui ont empêché leur entier achèvement.

Ces divers ouvrages ont été commencés à une époque où le siège de Paris semblait éloigné. Ils devaient avoir le caractère de forts permanents destinés à servir de points d'appui à une armée extérieure, et les travaux avaient été conduits dans ce sens avec la plus grande célérité.

Les événements militaires s'étant précipités, avec les pénibles conséquences que l'on sait, la défense de Paris a dû se décider à transformer ces forts en ouvrages de campagne, dont les travaux ont été continués sans interruption de jour et de nuit.

Mais plusieurs jours avant que l'ennemi arrivât dans le voisinage de la capitale, les ateliers subirent une sorte de désorganisation, par suite des préoccupations que les ouvriers avaient pour leurs familles généralement fixées dans la banlieue, et de la difficulté qu'ils éprouvaient à pourvoir sur place à leur subsistance.

Maintenant, au moment de l'investissement, ces ouvrages étaient de bonnes redoutes avec un fossé large et profond. Si elles n'ont pas été armées avec des bouches à feu de siège, c'est qu'on ne met pas de pièces de cette espèce, difficiles à enlever au moment du besoin, dans de simples redoutes en terre éloignées du corps de place.

Mais toutes celles qui ont pu être occupées pour la défense extérieure l'ont été. L'ouvrage de Châtillon, en particulier, a prêté un appui très-efficace à la lutte soutenue sur ce point avec tant d'énergie.

La redoute des Hautes-Bruyères et celle du moulin Saquet étaient également, le 19, dans un excellent état de défense, et elles ont per-

mis aux troupes qui occupent actuellement les positions autour de Villejuif, de s'y établir solidement.

Tel est l'état exact des choses. Il montre que les récriminations dirigées contre les entrepreneurs chargés de l'exécution des travaux, sont dénuées de fondement et de justice. Ils y ont, au contraire, apporté le plus grand zèle avec un développement extraordinaire de moyens.

PRISONNIERS PRUSSIENS.

Ils sont arrivés lundi matin à la gare de Tours par le train de neuf heures; ils venaient du théâtre de la guerre et ne portaient point sur leurs personnes les traces de la bataille. Leur tenue était excellente; leurs habits intacts. Il y avait des soldats de toutes armes et particulièrement des hussards en tunique courte et en bonnet de police bleu liseré de blanc; il y avait aussi des fantassins en capote grise, en tout soixante-dix prisonniers prussiens.

Ils n'ont guère séjourné plus d'une heure à la gare de Tours; à onze heures, le train qui les avait amenés en repartait. Pendant cet arrêt, peu de ces militaires sont descendus de leurs wagons où ils paraissent dormir; aucun n'est entré au buffet. Ceux à qui les employés de la gare ont adressé quelques paroles ont répondu brièvement et en assez bon français. Ayant appris qu'on les conduit à Roche-sur-Yon, quelques-uns ont demandé où était située cette ville; on leur a expliqué que c'était Napoléon-Vendée. Ils connaissent fort bien ce chef-lieu de département et en général toute notre géographie, mais Roche-sur-Yon ne leur disait rien.

On pense que ces prisonniers ont été faits au combat de Pierrefitte. Ils sont sans blessure. La plupart ne paraissent pas avoir plus de 25 à 35 ans. Leur tenue et leurs manières indiquent qu'ils appartiennent à la landwehr. Ils paraissent très-solidement bâtis et d'une force physique qui a dû leur rendre plus faciles les fatigues de la guerre.

METZ

Nous trouvons dans le *Moniteur* des détails complémentaires sur les nouvelles de Metz qui nous ont été transmises antérieurement par le télégraphe :

Le 31 août, pendant que se livrait la bataille de Sedan, le maréchal Bazaine réussissait à opérer de son côté le mouvement qui devait le réunir à Mac-Mahon. Cette journée a été un brillant succès pour l'armée de Metz.

Une véritable victoire a été remportée le 23 septembre par le maréchal Bazaine. Les corps Ladmiraull et Bourbaki, agissant sur les deux rives de la Moselle, ont reconquis jusqu'à Boulay les troupes prussiennes. Boulay est à trente kilomètres de Metz sur la route de Saint-Avold.

Un très-sérieux engagement a dû avoir lieu le 29, car des fuyards prussiens en grand nombre ont été vus jusqu'à Briey, à 6 ou 7 lieues de Metz, sur la route de Montmédy.

Si nous rapprochons cette nouvelle de celle que nous avons donnée du départ d'un corps prussien se dirigeant vers Châlons avec une assez forte artillerie, on y verra une confirmation des succès obtenus dans cette dernière journée, et qui ont dû coûter aux Prussiens des pertes considérables. En effet, d'après nos informations, l'armée du prince Frédéric-Charles n'aurait pas perdu moins de 80,000 hommes depuis la bataille de Gravelotte.

L'armée de Bazaine compte, à l'heure qu'il est, cent mille hommes en parfait état. Dans ce chiffre n'est pas comprise la garde nationale de Metz, qui fait le service de la place concurremment avec deux batteries de la mobile admirablement organisées. Vivres en abondance, munitions en telle quantité, que l'on tire jour et nuit pour ne pas laisser un instant de trêve à l'ennemi. Moral des troupes excellent. Les maréchaux Bazaine et Canrobert, les généraux Bourbaki, Jarras, Coffiniers, Ladmiraull sont en parfaite santé. Le maréchal Lebœuf se montre toujours au premier rang, donnant, par son uniforme de grande tenue, un point de mire à l'ennemi.

Le général Decaen, à Metz, frappé au genou par une balle, est mort des suites de sa blessure.

LA DÉFENSE NATIONALE

Membre de la délégation gouvernementale siégeant à Tours, je m'associe à mes collègues pour faire appel à tous les dévouements; ministre de la guerre par intérim, et ministre de la marine, je m'a-

dresse particulièrement aux armées de terre et de mer et à la garde mobile.

Officiers,
Sous-officiers,
Soldats et marins,

La France a subi de cruels revers; mais son âme n'en est point abattu. Elle garde la confiance de ramener, par son indomptable ténacité, la fortune à son drapeau. Toutes les forces de la nation se dressent: gardes nationales sédentaires, corps francs, gardes mobiles s'unissent à l'armée régulière et à la marine pour défendre l'indépendance et l'intégrité du sol. Nous avons d'immenses ressources; avant peu elles seront organisées et concentrées pour venir en aide aux vaillants défenseurs de Paris.

Des complaisants disaient naguère que les richesses de la France étaient inépuisables. Ce qui est vraiment inépuisable, c'est l'amour de tous pour la patrie; c'est le dévouement absolu à la cause sacrée de l'affranchissement national.

Des armées aussi nombreuses que celles de l'ennemi éprouvent inévitablement de grandes difficultés pour assurer leur subsistance. Puisqu'elles prétendent cerner notre capitale, il faut les cerner à leur tour, les enfermer dans la zone ravagée qu'elles occupent, couper leurs convois, les fatiguer d'attaques incessantes à l'aide de petits corps se prêtant un mutuel appui.

La nation française a prouvé à d'autres époques et contre les mêmes adversaires qu'elle savait opérer des miracles; elle en fera un de plus en épargnant à notre glorieux pays l'humiliation qu'on voudrait lui faire subir.

Mais, pour vaincre, le nombre ne suffit pas; l'ordre et la discipline y contribuent plus encore. Sans ordre, sans discipline, les armées ne sont que des multitudes plus redoutables pour leurs concitoyens que pour l'ennemi. Au lieu d'être l'orgueil et la force de la patrie, elles en sont la honte et la faiblesse.

« Je sais obéir, » disait récemment un glorieux maréchal; que chacun de vous s'inspire de ce noble exemple.

Officiers, soldats et marins, c'est à vos sentiments les plus généreux que je m'adresse; c'est à votre filial attachement au pays que je fais appel. Assez de malheurs l'ont frappé déjà. Qu'il ne soit ni affligé, ni affaibli par le spectacle de la confusion et du désordre dans les rangs de ceux qui peuvent le relever de ses désastres et sauver à la fois, par un suprême effort, son indépendance et son honneur.

Tours, le 27 septembre 1870.

Le vice-amiral ministre de la marine, et ministre de la guerre par intérim,
L. FOURICHON.

Le Gouvernement de la défense nationale,

Vu la loi du 10 août 1870, relative à l'augmentation des forces militaires pendant la durée de la guerre,

Vu le décret du 26 août dernier, qui a fixé au 19 septembre la clôture des listes de contingent de la classe de 1870,

DÉCRET :

Article premier. — Les jeunes soldats composant le contingent de la classe de 1870 sont appelés à l'activité pour les armées de terre et de mer dans tous les départements où les opérations pour la formation de ce contingent ont pu s'effectuer.

Art. 2. — Le ministre de la guerre par intérim est chargé de l'exécution du présent décret.

Tours, le 1^{er} octobre 1870.

L'avis suivant a été publié par M. le préfet des Bouches-du-Rhône :

Il résulte des explications demandées au ministre de la guerre, à Tours, que les mouvements de troupes à l'intérieur sur l'Algérie, ont pour but de faire rentrer en France les régiments d'infanterie restés en Algérie et qui vont être appelés à former la meilleure partie de 15^e corps d'armée.

Les régiments ainsi appelés en France sont les 16^e, 38^e, 39^e de ligne et le régiment étranger.

NOUVELLES DE LYON.
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU RHÔNE

AVIS

La circulaire du délégué de l'intérieur aux préfets, en date du premier octobre courant, a soulevé quelques doutes d'interprétation, qu'il importe de dissiper. Cette circulaire, en rappelant que, conformément à la loi du 18 août 1870, le remplacement a été admis dans l'armée active pour les hommes de 25 à 35 ans, explique que ce remplacement ne les dispense pas de l'incorporation dans la garde nationale mobilisée.

Les hommes ainsi remplacés devront donc figurer sur les contrôles de la garde nationale, et seront appelés dans les légions de marche, au fur et à mesure de leur formation.

Il est bien entendu que tous les hommes de 25 à 35 ans qui se sont fait remplacer depuis la promulgation des lois des 10 et 18 août dernier, ou qui se feraient remplacer ultérieurement, font partie de la garde nationale mobilisée.

Lyon, le 3 octobre 1870.

Le préfet du Rhône, Commissaire
extraordinaire de la République,
P. CHALLEMEL-LACOUR.

Le conseil municipal se préoccupe vivement d'assurer l'approvisionnement de la ville.

Dans sa séance du 3 octobre il a pris l'arrêté suivant qui intéresse à la fois nos lecteurs de Lyon et ceux de la campagne.

Art. 1er. — Les grains, farines, riz, pâtes, denrées alimentaires et autres, continueront à être librement expédiés dans le rayon que Lyon a l'habitude d'approvisionner aussi longtemps que les quantités n'excéderont pas le trafic habituel.

Art. 2. — La ville mettra à la disposition des magasins généraux les locaux dont elle peut disposer, pour emmagasiner les farines, grains et denrées alimentaires.

Art. 3. — L'entrepôt gratuit des denrées de même nature sera organisé par la ville au profit des producteurs agricoles des départements voisins qui voudraient y abriter leurs récoltes.

Art. 4. — Le comité des intérêts publics restera en rapport avec les magasins généraux, la boulangerie et le commerce des grains, avec mandat de proposer d'urgence toutes les mesures commandées par la situation.

Deux délégués, les citoyens Caillaud-Chouard et Begoulet, tous deux membres du Conseil municipal, viennent d'être choisis par ce Conseil pour aller à Tours, conférer avec le Gouvernement sur les questions de l'armement, du choix des généraux, et tout spécialement sur le plus ou moins d'opportunité des prochaines élections à la Constituante.

L'affaire du général Mazure en est toujours au même point.

Le général est prisonnier de M. le préfet Challeemel-Lacour, qui attend, pour statuer à son égard, la réception des instructions qu'il a demandées au Gouvernement de Tours.

Le 7 de ce mois aura lieu l'élection de deux officiers d'état-major par bataillon de la garde nationale de Lyon.

Elle sera faite à la mairie de chaque arrondissement, à deux heures, par tous les officiers

du bataillon et par un nombre égal de délégués nommés dans chaque compagnie.

L'élection aura lieu au scrutin secret, par bataillon et à la majorité absolue des voix.

Par ce temps d'espions prussiens où nous sommes, les arrestations non justifiées sont sans doute excusables; mais les citoyens doivent néanmoins n'agir qu'avec la plus grande circonspection, avant de porter atteinte à la liberté individuelle.

Dimanche, vers 2 heures de l'après-midi, deux soldats du 1er régiment du train des équipages, en cantonnement au camp de Sathonay, ont été arrêtés et écroués rue Lutzerne. Ces deux militaires avaient été pris pour des Prussiens, par cette seule raison qu'ils avaient laissé voir deux billets de mille francs. Renseignements pris, leur identité a été reconnue, et ils ont été immédiatement rendus à la liberté par l'autorité compétente.

HÉROÏSME D'UN PRÊTRE

Jeudi soir arrivait à Orléans, échappant aux cruautés de l'ennemi, le courageux curé de la petite commune de Moigny, près Milly, dans Seine-et-Marne.

Quand les Prussiens entrèrent dans le village, dit le *Journal du Loiret*, le curé de Moigny avait à sa table un franc-tireur. Son courage s'émeut au bruit de la fusillade. Il se précipite avec son hôte dans la campagne et sert de guide aux franc-tireurs dans les sentiers et dans les bois. Comme un soldat, il s'expose au feu, et s'il ne frappe point l'ennemi, au moins sert-il son pays à sa manière en conduisant nos défenseurs sur tous les points où l'on peut se battre avantageusement.

C'est au milieu d'eux que les Prussiens le firent prisonnier. Attaché par les poignets, placé entre les chevaux de deux dragons, traîné par eux dans leur galop, frappé mille fois du plat de leur sabre, meurtri et brisé de fatigue, il a pu cependant se soustraire à leur surveillance et s'enfuir dans les bois.

Le vénérable ecclésiastique a voulu aujourd'hui retourner à son presbytère; il y trouvera tous les cœurs pleins de son souvenir, animés par son exemple et fiers de son héroïsme: il a souffert pour son pays, et son pays n'oubliera pas combien il a su, dans nos dangers, associer le patriotisme à la foi.

LES ÉLECTIONS

Circulaire à MM. les Préfets.

Monsieur le Préfet,

La France, rendue à elle-même, va pourvoir à ses destinées. Le suffrage universel est convoqué pour l'élection d'une assemblée constituante; jamais question plus grave ne fut posée dans des temps plus douloureux. C'est une raison, entre toutes, pour que la France soit consultée avec honneur et probité. C'est là la première indication, l'instruction maîtresse qui devra régler vos rapports avec le corps électoral. Vous n'avez pas de meilleur moyen de caractériser et de servir la République.

Ce n'est pas à dire pourtant que vous n'ayez point à entretenir les électeurs sur leurs devoirs et à les éclairer. Les pratiques de la candidature officielle ont exercé une action si démoralisatrice, le suffrage universel a subi une si longue et si étroite servitude que, dans plus d'un cas, vous aurez à le rappeler au senti-

ment et à l'usage de sa liberté. En un mot, vous vous appliquerez à faire justement le contraire de ce que faisait le gouvernement déchu.

En même temps, et en dehors des enseignements que comporte cette comparaison, vous aurez soin d'apprendre aux électeurs ce que valait ce gouvernement et ce qu'il leur a coûté. Vous ne cesserez d'attirer leur attention de ce côté, de manière à les rendre tout à fait compétents et capables de voter en connaissance de cause.

Pendant dix-huit ans, et jusqu'à l'agonie du dernier règne, on a menti au pays. Il est temps que la lumière se fasse, et que les cœurs se redressent. Il le faut d'autant plus que, en maints endroits, les partisans de l'empire osent rejeter sur nous la responsabilité des maux dont ils ont accablé la patrie. C'est là une calomnie que vous ne devez pas tolérer.

L'empire, par un coup de force avait mis la main sur le pays. Il avait tout pris, tout confisqué; la liberté d'abord, en promettant la gloire. Cherchez où est la gloire, maintenant? où est aussi la prospérité matérielle contre laquelle plus d'un avait cru pouvoir troquer sa conscience et sa dignité.

Tout a disparu dans le grand naufrage, et c'était justice, car rien ne pouvait survivre à l'apavillement des âmes. Aujourd'hui, nous n'apercevons plus autour de nous que le désastre, le deuil, l'indiscipline, la patrie en lambeaux. Voilà la France que l'empire nous a faite.

C'est là un ordre d'idées absolument exact et que vous ne devez pas craindre de suivre jusque dans le détail. Il faut que vous appreniez aux électeurs qui l'ignorent, que vous rappeliez à ceux qui l'ont oublié, que l'empire a tout pu, qu'il a tout voulu, tout corrompu autour de lui, en vertu même de son principe. Insistez particulièrement sur la situation militaire, devenue si poignante.

Dites et proclamez que, pendant dix-huit ans, chaque année, la France a livré au gouvernement de l'empereur plus d'un demi-million et plus de cent mille hommes pour la défense du pays, et que, à un moment donné, cette France, si grande quand Bonaparte l'a saisie, s'est trouvée ruinée, perdue sans ressources, dans un état de détresse incomparable.

Appelez sur ces plaies toute l'attention du pays, faites-lui voir le fond du gouffre où il a roulé. C'est principalement dans les campagnes qu'il convient de dire ces choses et de les démontrer; c'est là qu'il faut qu'on sache que chaque mort d'homme, chaque deuil, chaque ruine, chaque écu qu'on paie et que l'on paiera, à pour cause les dix-huit années d'empire qui nous ont souillés, et que nous autres, qui sommes les successeurs de ce régime, nous n'intervenons, dans ce désordre de l'armée, des finances et du reste, que pour établir un bilan nécessaire, comme des liquidateurs et des syndics.

En disant ces choses, vous devrez aussi éclairer et rassurer tout le monde sur les intentions du nouveau Gouvernement. Efforcez-vous de faire la sécurité, vous n'avez pas de meilleur moyen de fonder la République.

La République, sortie d'une révolution sans tâche, et qui restera telle, est désormais la seule forme de gouvernement qui puisse rétablir la grandeur, la fortune et la moralité du pays. En 1848, les classes moyennes l'ont essayée sans loyauté, elles peuvent voir où cet abandon les a conduites. Ces expériences profiteront à tous les partis.

Dites donc et répétez incessamment que notre République est un gouvernement d'ordre, qu'entre l'empire et nous, c'est l'empire qui était anarchique.

Démontrez que le suffrage universel appelle indispensablement la République, parce que l'électeur d'aujourd'hui ne peut pas lier à perpétuité l'électeur de demain; qu'il faut donc trouver une forme de gouvernement qui s'accorde avec la mobilité de la volonté électorale, et que cette mobilité est incompatible avec la transmission dynastique, dans un pays surtout où, depuis 1789, la dynastie n'a pas pu fournir un seul exemple sérieux de succession héréditaire.

Faites comprendre en même temps que la flexibilité du Gouvernement républicain est la garantie de sa solidité, en ce qu'elle lui permet de suivre, sans se briser, et, en s'y adaptant, tous les mouvements de l'opinion publique.

Loin d'être anarchique, un semblable régime est la seule expression possible de l'ordre et de la civilisation.

A ceux qui le nieraient, vous montrerez du doigt les Etats-Unis d'Amérique.

Voilà le terrain, Monsieur le préfet, sur lequel vous tâcherez d'attirer à vous toutes les conciliations, toutes les bonnes volontés, tous les courages.

Nous tenons à ce que le pays sache bien que la République n'entend ni faire mal ni faire peur, que nous accueillerons toutes les adhésions et même tous les repentirs, mais en marquant aussi que, si nous sommes résolus à être généreux, nous sommes décidés à n'être pas dupes.

Je vous recommande surtout de vous tenir en défiance contre les exigences et les suggestions des partis extrêmes. Nous ne devons écouter ni ceux qui nous ont perdus en arrière, ni ceux qui nous perdraient en avant.

Aux uns comme aux autres nous laisserons la pleine liberté; mais, entre les deux, le gouvernement gardera l'équilibre et maintiendra le respect de la loi. Les partis extrêmes sont d'ailleurs bien moins à craindre qu'on ne le pense; ils ont leur raison d'être et leur utilité dans l'ensemble des opinions, pourvu qu'on ne les laisse pas devenir usurpateurs ou tyranniques. A cela nous tiendrons la main sans rigueur, mais avec fermeté.

Les réactionnaires incorrigibles doivent savoir que les temps de la liberté sont venus et que leurs intrigues ne prévaudront pas contre elle; ceux des nôtres qui constituent l'avant-garde si brave et si vaillante de l'opinion républicaine comprendront que, à peine de tout compromettre et de ne pas être suivis, ils doivent ralentir le pas, modérer leurs espérances les plus légitimes, agir politiquement, et ne point demander à la République de produire tous ses fruits sur l'heure et le jour même de son implantation.

La pratique des choses ne comporte pas de tels miracles. Il n'en est pas moins certain que la République, une fois fondée et consolidée, implique, dans la matière sociale, un progrès continu, et que ce progrès sera d'autant plus maître de son terrain et garanti contre les compétitions rétrogrades, qu'il se sera accompli avec modération et par étapes.

Telles sont, Monsieur le Préfet, les idées générales sur lesquelles vous devez régler votre conduite politique et vos discours, particulièrement à l'occasion des élections de l'Assemblée constituante.

Nous traversons des événements pleins de périls de toutes sortes, où, avec les meilleures intentions, on est exposé à commettre bien des

Feuilleton du 5 Octobre 1870

UNE CURE EN AFRIQUE

II
(Suite)

— Sans doute, répondit Dulac; mais les Turcs sont ainsi: ils prennent la lenteur pour la dignité, et, d'ailleurs, ce qui est écrit est écrit, et Allah al Kerim, Dieu est grand et miséricordieux. La fatigue, la mollesse des coussins où j'étais assis, m'assoupirent d'abord; le bout d'ambre s'échappa de mes lèvres et je m'endormis profondément.

Quand je me réveillai, la nuit était venue, et un esclave noir, tenant à la main une lampe d'argent, était debout devant moi; il me fit signe de le suivre. Je me levai, traversai une suite d'appartements magnifiques, et, pénétrant enfin dans une pièce reculée, je me trouvai en présence d'Abou-Abdallah. C'était un homme magnifique, et dont les vêtements, amples et majestueux, en usage en Orient, augmentaient encore la bonne mine. Dans sa ceinture, tissu d'or, étaient

passés un petit poignard à manche d'ivoire et un cimeterre recourbé, dont le fourreau de chagrin ressortait sur une robe blanche; il était debout, et sur une espèce de prie-dieu, placé à gauche, je vis un livre ouvert: le Coran, ce qui me fit juger que j'étais en présence d'un musulman instruit et dévot; il pouvait avoir trente ans, et sa figure était si intelligente que rien ne m'étonna plus tard comme les préjugés grossiers dont il était infatué.

— Gianour, me dit-il en turc.

Je l'arrêtai et lui dis en italien que s'il ne parlait que le turc ou l'arabe, il faudrait renoncer à nous entendre. Heureusement qu'Abou-Abdallah parlait italien.

— Infidèle, me dit-il, le maure m'a dit que tu étais un grand magicien français, que tu portais au doigt un anneau qui te donnait un pouvoir souverain sur les génies, et te permettait d'éloigner à ton gré l'ange de la mort. Dois-je croire ce que m'a dit ce maure?

Je souris à ces paroles; Abou-Abdallah se méprit sans doute à ce sourire qu'il prit pour un assentiment, et, sans me

donner le temps de répondre, il continua:

— Fais tes conjurations, me dit-il, évoque le plus puissant de tes génies, et force-le de rendre à la santé Ayouba, ma gazelle, ma sultane, qu'Eblis, le démon du mal a touchée de son doigt impur, et qui languit depuis un mois. Si, par la force de tes enchantements, Ayouba revient à la santé, demande à Abou-Abdallah ce que tu souhaites le plus, et il te donnera au-delà de tes souhaits.

— Le maure t'a trompé, il n'y a point de magiciens, et ceux qui se donnent pour tels croient moins que d'autres à leur pouvoir. Je ne suis point un magicien; je ne me donne point pour tel; je ne crois pas aux génies et je n'ai point de pouvoir surnaturel; seulement, j'ai étudié l'art de guérir les hommes et d'éloigner les maladies, non par les enchantements, mais par la vertu des plantes et des drogues qui apaisent et purifient le sang.

Je lui montrai alors mes mains que jusque-là j'avais tenues cachées sous mon burnous, et le hasard ayant voulu que ce

jour-là je ne portasse aucune bague à mes doigts:

— Voyez, Abou-Abdallah, lui dis-je, je n'ai aucun anneau ni aucun talisman.

— Je sais, me répondit-il avec un geste d'incrédulité, que vous autres chrétiens, vous avez de l'amour-propre à prétendre que vous tirez votre pouvoir de vous-mêmes... Au fond, cela m'importe peu; guéris Ayouba et je ne rétracte aucune de mes promesses.

Je voulus alors me servir contre lui-même de ce dogme de la fatalité qui fait le fond de la religion de Mahomet:

— Je ferai tout ce que je pourrai, lui dis-je, pour guérir Ayouba; je me rappellerai exactement les leçons de mes professeurs et toute la science que j'ai trouvée dans les livres, mais je ne réponds de rien. Il y a des maladies qui sont plus fortes que tous les remèdes et qui résistent à tout art des médecins... Ce qui est écrit est écrit.

Abou-Abdallah se pencha vers le Coran ouvert devant lui; il en lut quelques versets:

tautes. N'en commettons du moins aucune que d'honnêtes gens ne puissent avouer. Il est bien rare qu'un acte politique quelconque, à côté de certains avantages, ne présente pas certains inconvénients.

Mon sentiment est que, dans la crise présente, le plus grand intérêt, celui devant lequel il convient, non pas d'abdiquer, mais de classer et de subordonner les autres, consiste à attirer la confiance autour de nous, à la maintenir chez ceux qui nous connaissent, à l'inspirer à ceux qui ne nous connaissent pas.

C'est ainsi que nous fonderons la République, en dehors de toute pression, de tout excès, comme il sied à des hommes qui ont profité des enseignements contemporains, et qui savent que si la vraie liberté est faite de beaucoup d'ordre, le véritable ordre est fait de beaucoup de liberté.

Le directeur général du personnel et du cabinet, délégué au département de l'intérieur,
Clément LAUNIER.

NOUVELLES GÉNÉRALES

Le vote du plébiscite, dans les provinces romaines de l'Italie, a été unanime. Les Omé ont été, à très-peu près, les seuls bulletins de vote. A Rome, il y en eu 40,835 oui et 46 non. Dans les autres villes des Etats-Romains, le résultat du scrutin est le même. L'occupation de Rome par les Italiens est donc définitive.

Une perte, qui sera vivement ressentie par tous les amis des lettres, par tous les amoureux de livres finement écrits, est celle de M. Prosper Mérimée, le célèbre auteur de *Colomba*.

M. Prosper Mérimée est mort à Cannes. Il a été provisoirement enterré dans le cimetière de cette ville, et son convoi a été l'objet d'une véritable manifestation, à laquelle se sont associés les hommes de tous les partis.

La légion garibaldienne, commandée par M. Luigi Stallo, est partie samedi soir de Marseille pour Chambéry, sur un ordre du ministre de la guerre, pour s'organiser complètement.

Une protestation adressée par M. de la Guéronnière à M. Jules Favre, dit la *Gazette du Midi*, constate qu'une somme importante a été soustraite à l'ex-ambassadeur, à l'occasion de son arrestation arbitraire.

Les dons patriotiques se multiplient à Marseille.

M. Régis aîné a mis à la disposition du maire une somme de 40,000 fr. qu'il désire voir appliquer à des dépenses d'artillerie pour la garde nationale.

M. Régis a souscrit ensuite la somme de 10,000 fr. pour l'habillement et l'équipement des gardes nationaux.

En troisième lieu, M. Régis fait une offre de dix chaises meublées dans l'hôtel Noailles pour les officiers blessés de notre armée; le personnel de l'hôtel et un membre de sa famille préparent tout ce qui dans cet établissement sera susceptible de servir au pansage de ces officiers.

M. Numé Vidal vient de donner à la ville de

Marseille 50,000 fr. pour l'habillement et l'équipement de la garde nationale et des francs-tireurs.

MM. Joseph Grandval et Cie ont mis à la disposition du Conseil municipal de Marseille une somme de 20,000 francs destinée à l'armement et à l'équipement de la garde nationale de Marseille.

Un garde mobile des Basses-Pyrénées nous écrit de Pont-de-Vaux (Ain), et nous prie de remercier les habitants pour l'accueil sympathique et fraternel que le bataillon a reçu dans cette ville.

Nous nous empressons de satisfaire à ce désir.

LES PRUSSIENS DANS LE LOIRET

Des correspondances de l'arrondissement de Pithiviers donnent des détails circonstanciés sur la marche des Prussiens pendant les derniers jours du mois de septembre. Nous les reproduisons presque en entier d'après le *Journal du Loiret*, bien que ces événements, qui n'ont pas eu de suites ni de résultats, n'aient aujourd'hui qu'un intérêt historique.

On y trouvera d'ailleurs d'utiles indications sur la manière dont il faut se conduire avec les uhlans.

Nous répéterons, sans jamais nous lasser, parce que c'est une vérité qu'il ne faut jamais perdre de vue, que les uhlans sont lâches vis-à-vis des hommes résolus; insolents et cruels, exigeants et inexorables en présence des faibles et des peureux.

La conduite à tenir à leur égard est toute tracée. Il faut leur résister. Les exemples du maire de Fontainebleau et du maire d'Etampes doivent être suivis partout.

Exterminons les uhlans, ce sera priver l'ennemi de ses informations. Nous viendrons ensuite bien plus vite à bout des Prussiens.

Voici les correspondances dont nous parlons :

26 septembre.

Le vendredi 23, une douzaine de cavaliers prussiens, commandés par un maréchal des logis, sont arrivés à Boynes, dès onze heures du matin. Ils venaient de Pithiviers, et ne sont entrés dans Boynes qu'après en avoir gardé toutes les issues. Ils se sont présentés devant le maire de Boynes, M. Fleury, qui a déployé dans cette circonstance beaucoup de sang-froid et a su garder une rare fermeté d'attitude. Il serait vivement à désirer que cet exemple fût imité par de trop timides municipalités.

Un des cavaliers, celui qui demandait de fortes réquisitions d'avoine (que le maire lui a refusées, alléguant avec beaucoup de raison que la commune qu'il administrait était pauvre et n'avait pas récolté d'avoine), un des cavaliers, disons-nous, lui prit la pipe à la bouche, dans la rue, près de l'église. Le maire lui a fait signe alors de passer près de là, dans la salle d'une auberge voisine, où les Prussiens, un instant enfermés, ont éprouvé un visible mouvement de frayeur, se croyant momentanément prisonniers.

Les Prussiens n'ayant pas obtenu satisfaction, et ayant entendu parler de l'approche des francs-tireurs, sont partis à franc étrier de Boynes pour Pithiviers. Ils étaient tellement effarés et pressés de regagner leur camp, que l'un d'eux, qui était en train de faire ferrer sa monture, est parti tout aussitôt, se contentant seulement de deux fers au lieu de quatre. Les éclaireurs ont annoncé qu'ils reviendraient le lendemain en bien plus grand nombre exiger de fortes réquisitions, mais ces menaces n'ont nullement intimidé le maire de Boynes, qui a su faire preuve à la fois de tact et de courage.

A la même heure et dans la même journée du 23, à une petite lieue de Boynes, 30 cavaliers prussiens avaient envahi le hameau d'Intvillers, sur la commune de Givraines. Avertis que les francs-tireurs les guettaient non loin de Janville, ils sont rabattus sur Grangermont et ont rejoint le chemin de fer de Puiseaux à Montargis, qu'ils ont coupé à la hauteur de la Butte-Jaune, près Bromailles.

Huit voitures contenant les francs-tireurs signalés plus haut, près d'Intvillers, sont passées à une heure par la traverse de Givraines à Gaubertin, et ont suivi la route conduisant de cette commune à Beaumont.

Ces francs-tireurs annonçaient en passant, aux habitants de Gaubertin, qu'ils allaient s'embusquer dans les bois de Madame, au bas de la montagne de l'Enfer, près Beaumont, pour tirer sur les cavaliers prussiens, qui prirent une autre direction et se rapprochèrent de Puiseaux, évitant au contraire la route de Beaumont.

A Yèvre-le-Châtel, à Yèvre-la-Ville, entre Boynes et Pithiviers, il y a dans chacun de ces villages environ 80 uhlans installés depuis cinq jours. Ils épouventent et rançonnent ces deux malheureuses communes.

Les Prussiens, qui avaient annoncé leur retour à Boynes pour le lendemain, n'ont point exécuté leurs menaces. Seulement, le dimanche 25, à neuf heures du matin, 13 uhlans se dirigeant sur Barville ont traversé Boynes.

A l'entrée de la commune, comme ils portaient le pistolet au poing, le maire leur a intimé l'ordre de mettre bas les armes, ajoutant que, sans cela, il ne pouvait répondre des habitants de Boynes. Aux uhlans qui lui demandaient et les francs-tireurs étaient passés, le maire a répondu qu'ils eussent à s'en occuper eux-mêmes et que cela ne le regardait nullement. Ces uhlans n'ont fait que traverser Boynes.

Une demi-heure après, ces mêmes 13 uhlans poussaient une reconnaissance au village de Barville, entre Boynes et Beaune-la-Rolande. Ils en gardèrent les principales entrées et sorties. Une première partie était postée à la porte de Boynes, près de l'auberge tenue par les dames Julien; une seconde à la porte de la ferme de Louis Paillard, près du chemin de Beaune; d'autres, enfin, étaient arrêtés près du hameau de Champ-Vasseaux, les uhlans ont demandé de l'avoine dans plusieurs maisons. Comme ils n'en avaient pas, les habitants ont refusé d'obtempérer à leurs réquisitions.

Un fait qui mérite d'être remarqué, c'est que ces uhlans sont souvent dépourvus de munitions. Les éclaireurs qui sont venus à Barville font partie du 8^e uhlans; ils portent des vêtements qui portent le numéro 6 sur la cuisse droite. Quatre de ces cavaliers ont fait ferrer leurs chevaux à Barville. L'un d'eux avait un moment oublié, chez le maréchal de Barville, sa giberne, qui était complètement vide de munitions.

De Barville, les uhlans se sont dirigés vers la butte de l'Ormeteau, et, prenant la direction de Bâtilly, ils se sont avancés jusqu'aux hameaux d'Arconville et de Bordes. Ils en sont repartis à une heure, revenant par Le Montceau et Montberneume, pour rentrer au camp.

On annonce que samedi soir, 24, à quatre heures, le détachement de l'armée prussienne, campé à Ramoulu, a été reporté à Fresnay-les-Chaumes, sur la commune de Pithiviers-le-Vieil, au-delà de Pithiviers, pour se rapprocher de la forêt d'Orléans.

27 septembre.

Les Prussiens reconnaissent M. Brière comme maire de Pithiviers. C'est lui qui signe toutes les pièces nécessaires. M. de Fienens, nommé maire en sa place, ne peut communiquer que séparément et individuellement avec ses conseillers municipaux.

Il y a vingt officiers prussiens installés chez M. Brière; quatre pièces de canon sont braquées chez lui. M. Brière fonctionne toujours au bureau, avec le major Roueder. Le sous-préfet, M. de la Brière, est fait prisonnier depuis samedi, parce qu'il avait déclaré aux chefs prussiens « qu'ils étaient tournés ».

Le tirage au sort est supprimé. M. de Fienens est au bureau avec les membres du bureau; mais M. Brière est requis par le major, et signe avec lui tout laisser-passer, lorsque le major l'approuve.

A Bazoches, plusieurs Prussiens ont été tués par les hussards et mobiles français. Entre Escrennes et Mareau-aux-Bois, les hussards français se sont rencontrés avec les uhlans; ils ont tué un uhlans et fait deux prisonniers. Ils ont repoussé les Prussiens jusqu'à trois kilomètres; là, ils en ont encore tué 1 et blessé 2. Un hussard français est tombé de cheval; les uhlans sont accourus, et l'ont frappé à terre avec leurs sabres.

Ces faits se sont passés à Bazoches, les 24 et 25.

A Courcy, il y a 1,500 fantassins français arrivés, prêts à partir sur Pithiviers. Ils font partie des 29^e et 8^e de ligne. A Chambon, il y a également 1,500 fantassins. A Bouilly, Verrines, Courcelles, il n'y a pas de troupes françaises. Les Prussiens viennent à Vrigny, chaque jour, par groupes de dix, cinq et six hommes. On a fait trois prisonniers. On a tué le cheval d'un uhlans, à Vrigny. 500 fantassins, postés à Tourey, ont été dans la journée dirigés sur Bazoches, qui est bloqué par les Prussiens. On croit que les soldats renfermés dans Bazoches sont des turcos, au nombre de 300.

Vrigny est également défendu par 400 francs-tireurs.

A Courcy, on a pratiqué des tranchées considérables; la route de Pithiviers à Château-neuf est coupée; les fossés de la route sont comblés avec des branches; des obstacles, des pieux sont dressés et plantés sur la route pour arrêter les cavaliers; les troupes sont campées dans les bois avoisinant les communes précitées. A Chambon, il en est de même.

A Pithiviers, le pain vaut 1 fr. la livre; les boulangers n'ont plus de farine. 2,000 Prussiens environ ont quitté Pithiviers hier dans la matinée, ils ont été remplacés, quelques heures après, par le même nombre de soldats bavarois.

(Journal du Loiret.)

Pour tous les articles non signés: Écrire à

l'imprimerie P. Mougin-Rusand, rue Stella, 3

— Agis comme tu le voudras, me dit-il.

— Eh bien! Abou-Abdallah, fais moi conduire vers la malade.

— La malade! que dis-tu chrétien?

— Jo demande à voir Ayoub.

— Voir Ayoub, s'écria Abou-Abdallah en portant la main sur son poignard, chien d'infidèle, toi voir cette pèrle du désert, ce diamant de Visapour, cette rose du paradis de Mahomet!

— Vous êtes parfaitement le maître, Abou-Abdallah, lui dis-je, da ne pas me montrer la malade; mais il m'est impossible d'ordonner le moindre remède si je ne la vois pas.

— Tu la verras, me dit Abou-Abdallah après s'être consulté un moment; un de mes eunuques va te conduire dans une galerie qui régné autour de l'appartement de mes femmes; il soulèvera un rideau, et tu verras cette sultane de mon cœur, puisque c'est à ce prix que tu veux la guérir.

Alors je compris qu'il fallait renoncer à toute médication.

— Abou-Abdallah, lui dis-je, faites préparer des chevaux, et qu'on me con-

duise à Alger; nous ne pouvons pas nous entendre.

— Comment, ce qu'on offre ne te suffit pas?

— Non. Comme je vous l'ai dit, nous autres, médecins d'Europe, nous ne sommes pas des magiciens; nous n'avons point de génie à nos ordres. Il nous faut étudier les maladies, reconnaître leurs symptômes, suivre leurs phases pour parvenir à les guérir, et quelquefois encore nous n'y réussissons pas. Il faut donc que je sois introduit auprès de la malade, que je lui tâte son pouls, que j'examine ses yeux, sa langue, et qu'elle de vous-même qui me détaille ses parties, je lui fasse les questions nécessaires pour connaître son état.

A cette proposition, Abou-Abdallah fit un pas en arrière, et déclara qu'il n'en ferait rien.

— Alors, lui dis-je, faites-moi conduire à Alger.

Je crus qu'il allait prendre ce parti, lorsqu'un eunuque, se précipitant dans la pièce où nous étions, se prosterna aux pieds d'Abdallah, et lui dit quelques mots en turc. La conversation s'engagea; l'un

priait, l'autre résistait; le nom d'Ayoub revenait sans cesse, et je crus comprendre que la jeune femme, pressée par le mal, exigeait ma présence. Pour moi, je donnais au diable le maure qui m'avait mis aux prises avec un musulman entêté.

— Ainsi, quand une femme turque est malade, demanda Saint-Charles, le médecin la guérit ou la tue sans la voir?

— Le peuple n'y fait pas tant de difficultés, répondit Dulac; mais les grands seigneurs répugnent extrêmement à admettre un médecin dans leur sérail, surtout s'il est jeune et d'une autre religion que la leur; alors les malades sont livrés aux remèdes empiriques du eunuque favori, ou aux recettes magiques de vieilles femmes qui se donnent pour sorcières; la malade meurt, et c'est ébulis le démon du mal, qui a forcé l'ange de la vie à se retirer. La conversation dura quelque temps; enfin, Abou-Abdallah, apparemment vaincu par les prières de son eunuque, prit son parti:

— Chrétien, me dit-il, viens, suis-moi; je t'accorde ce que tu me demandes.

Et nous prîmes le chemin de l'appartement des femmes.

Nous nous faisons une très-fausse idée des sérails turcs, poursuivait Dulac, nous nous les représentons comme ornés de colonnes de marbre et de porphyre, incrustés d'or et de rubis, c'est une grande erreur; sauf le sérail du grand seigneur dont je ne puis rien te dire, le luxe des appartements des femmes en Orient est bien modeste, si j'en juge par le sérail d'Abou-Abdallah dont la fortune est très-considérable. Les Orientaux ont peu de meubles, les murailles de leurs appartements sont blanchies à la chaux, méthode hygiénique parfaitement adaptée au climat. Quelques sofas, des coussins, des nattes et des toiles peintes qui forment souvent toute la séparation d'une pièce à la plupart de leurs sérails.

Abou-Abdallah avait quinze femmes.

— Infidèle, me dit-il, tu es le premier étranger qui pénètre dans ce sérail, asile mystérieux des délices de mon cœur; que Mahomet et le prophète Ali me pardonnent.

La suite à demain. Marie AYCARD.